

Un plan Marshall pour la RD Congo



La stratégie reposera sur le secteur privé comme principal moteur de la croissance et est fondée sur le libéralisme à visage humain avec une dose raisonnable d'interventionnisme étatique.

■ Situation économique et sociale catastrophique, pauvreté extrême, corruption endémique, insécurité. Devant l'échec de son modèle de développement, la République démocratique du Congo a besoin d'une nouvelle vision. Voici mon plan pour le pays.

Depuis l'accession à l'indépendance, la République démocratique du Congo (RDC) a vécu de longues années d'instabilité politique permanente, de mal gouvernance et de stagnation économique.

Etat des lieux

La situation économique et sociale qui en résulte est catastrophique : le taux de chômage avoisine 80 % de la population active; et le pays est surendetté et incapable de faire face à ses obligations nationales et internationales. Le pays est classé à l'avant-dernière position, d'après l'Indice de

développement humain du Programme des Nations unies pour le développement. Le modèle de développement poursuivi depuis 1960 à nos jours a donc échoué.

Pauvreté extrême assise sur 24 000 milliards de dollars de ressources naturelles. Avec un PIB par habitant de 394 \$ US en 2015, la RDC est le pays le plus pauvre du monde, avec plus de deux tiers de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 dollar par jour. Le pays ne peut pas assurer une bonne scolarisation ni une couverture sanitaire adéquate à sa population. Seulement 10 % de la population ont accès à l'eau potable et à l'électricité, et ce, essentiellement dans les milieux urbains. La majorité de la population vivant dans les milieux ruraux est abandonnée à son triste sort. Les infrastructures de base (routes, ports, aéroports, chemins de fer, hôpitaux, écoles, et marchés publics) sont très peu développées.

L'insécurité est ressentie sur l'ensemble du territoire national. Les libertés individuelles sont bafouées et les droits humains ne sont pas respectés. Il n'existe ni une justice indépendante ni une administration publique fonctionnelle. La démocratie n'existe que de façade. Les conditions préalables au développement durable ne sont pas réunies alors que ce pays de 79,4 millions d'habitants regorge d'importantes ressources naturelles : 1100 minerais et

métaux précieux différents d'une valeur estimée à 24 000 milliards de dollars; 120 millions d'hectares de terres arables; 135 millions d'hectares de forêts; 100 000 mégawatts de potentiel d'énergie hydroélectrique, de sources diverses d'énergie renouvelable (solaire, biomasse, géothermie, charbon, nucléaire, et gaz méthane) et de ressources énormes de pêche et d'éle-

vage.

La corruption est endémique et même banalisée dans toutes les sphères de la vie nationale. Transparency International classe la RDC parmi les pays les plus corrompus de la planète. Le Panel des experts africains dirigé par Thabo Mbeki estime que 85 % des ressources naturelles de la RDC n'entrent pas dans le budget national, mais plutôt dans des poches des particuliers. Le budget annuel de 9 milliards de dollars n'est donc qu'une petite

fraction de ce qu'il aurait pu être dans un environnement sans corruption.

Une nouvelle vision du développement

Il est très important que la population congolaise et les futurs dirigeants prennent conscience de la gravité de l'échec du modèle de développement suivi jusqu'à ce jour. Ma proposition d'un "Plan Marshall pour la RDC" est une nouvelle vision du

développement qui s'échelonne sur 15 ans. Je ne propose pas les réformes cosmétiques habituelles qui laissent les problèmes intacts et font l'éloge d'une croissance économique sans impact réel sur le vécu quotidien de la population. Ma proposition vise à transformer fondamentalement la société afin de créer des opportunités pour que toute la population congolaise sans exclusion puisse elle-même se prendre en charge définitivement.

Mon Plan pour la RDC s'articule autour de huit piliers :

(1) investir dans les ressources humaines en mettant l'accent sur l'éducation, la santé et l'autosuffisance alimentaire;

(2) promouvoir la paix, la sécurité, l'État de droit et la démocratie;

(3) promouvoir l'émergence de la finance nationale;

(4) promouvoir l'émergence d'un secteur privé national responsable;

(5) favoriser la réalisation de grands travaux d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre;

(6) favoriser et accélérer l'industrialisation du pays par la transformation locale des minerais, la mécanisation de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, la mise en valeur planifiée et ordonnée des forêts, et l'éclosion du secteur tertiaire, y inclus le tourisme;

(7) créer des synergies entre le marché intérieur et l'intégration régionale; et enfin

(8) mobiliser les ressources humaines et financières pour mettre en œuvre les différents piliers du plan.

Mobilisation des ressources

La stratégie reposera sur le secteur privé comme principal moteur de la croissance et est fondée sur le libéralisme à visage humain avec une dose raisonnable d'interventionnisme étatique.

Le pays mobilisera les Congolais de l'intérieur et de la diaspora pour la mise en œuvre de cette vision de développement ayant une forte appropriation nationale. Il fera appel à l'expertise internationale quand cela sera nécessaire.

Il est important de noter que le coût total pour la mise en œuvre de ce "Plan Marshall" est de 800 milliards \$ US sur 15 ans. Ce montant très important pourra être mobilisé sur une combinaison des ressources intérieures, des contributions des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ainsi que du secteur privé sous forme d'investissements directs étrangers. Les éléments importants pour la réussite de la mobilisation de ressources financières sont le leadership politique qui doit être crédible et à la hauteur des ambitions de développement du pays, la bonne gouvernance pour s'assurer que les ressources publiques sont utilisées de façon efficiente, les politiques économiques et sociales saines, la lutte sans merci contre la corruption, des institutions stables, et enfin la paix et la sécurité sur l'ensemble du territoire national.

Aux grands maux, les grands remèdes

Ma vision est certes ambitieuse, mais réalisable dans un environnement national démocratique nouveau impulsé par "La Force du Chan-

gement" qui doit animer chacun de nous. Si nous éradiquons la corruption, l'impunité et toutes sortes d'antivaleurs; mettons en place un Etat de droit fonctionnel et améliorons la gouvernance sous un leadership visionnaire, compétent, responsable et intègre, l'Etat aura des moyens suffisants pour se doter d'un budget annuel d'au moins 72 milliards de dollars à la grandeur du pays pour implémenter cette vision de développement permettant d'atteindre le plein-emploi et d'augmenter le PIB par habitant actuellement de 394 \$ US à 15 000 \$ US dans 15 ans.

NOEL K. TSHIANI MUADIAMVITA

Docteur en sciences économiques et haut fonctionnaire international, a l'intention de se présenter à la présidentielle congolaise.